

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LE GOUVERNEMENT A VOULU UN GRAND DÉBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, OUVERT ET CITOYEN. IL SE DÉROULE DANS TOUTE LA FRANCE JUSQU'EN JUILLET 2013 ET CONDUIRA À UN PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION À L'AUTOMNE 2013. LA CFDT ENTEND INFLUENCER LES DÉCISIONS QUI EN DÉCOULERONT POUR QU'ELLES S'INSCRIVENT DANS UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ÉCOLOGIQUE ET ÉQUITABLE.



LES ENJEUX

Le débat sur la transition énergétique doit être un débat citoyen, un débat démocratique où chacun peut donner son avis, poser des questions et recevoir des réponses précises, un débat participatif où chacun peut faire des propositions et les confronter à celles des autres. Dans ces échanges, c'est la façon de décider ensemble qui est en jeu.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UNE AFFAIRE DE CITOYENS, DE CONSOMMATEURS ET DE SALARIÉS

● TOUS LES CITOYENS SONT CONCERNÉS.

Tous les citoyens sont concernés par ce débat, parce que des choix de société qui engagent l'avenir sont à prendre collectivement, en réactualisant nos principes de vie commune : solidarité, cohésion sociale, responsabilité individuelle et collective.

Parce que les nouveaux arbitrages, les nouveaux compromis sont et seront très compliqués à construire et à mettre en œuvre.

La contribution et l'implication de tous sera déterminante si nous ne voulons pas laisser la parole aux seuls experts.

La vision citoyenne de la transition énergétique est marquée par la liberté et la responsabilité, et mêle droits et devoirs.

Droit de ne pas avoir froid, droit d'échanger, de se déplacer... mais aussi devoirs : économiser l'énergie, l'utiliser au mieux, respecter des règles communes, préparer l'avenir des futures générations et des autres régions du monde.

● LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST AUSSI UNE AFFAIRE DE CONSOMMATEURS.

Chaque habitant est un consommateur d'énergie ou plus exactement de services énergétiques. La qualité de l'éclairage, de l'alimentation, le confort thermique du logement, la mobilité ou le fonctionnement de machines au quotidien (électroménager, media...), tout cela requiert de



Source : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

l'énergie, mais paradoxalement la satisfaction de ces besoins de services peut se passer d'énergie ou en consommer très peu.

Pour le consommateur, la transition énergétique n'est donc pas une privation ni une punition. **C'est un changement de comportement ou de pratiques qui permet de vivre bien voire vivre mieux.** Un logement passif, à forte inertie thermique, est plus agréable et confortable qu'un logement mal isolé et surchauffé. Il en est de même pour la qualité de l'éclairage. Quant aux gaspillages de toutes sortes, leur suppression ne pénalise personne.

Mais la CFDT doit attirer l'attention des décideurs sur **un point crucial pour le consommateur, celui du pouvoir d'achat et de la précarité énergétique.** Si des signaux de prix (plus élevés) sont utiles pour alerter ou orienter le consommateur, des correctifs sociaux ou des alternatives doivent être fournis à ceux qui en ont besoin. Ces aides ou prestations ciblées doivent être fournies, non dans une optique charitable, mais selon des règles transparentes de justice sociale et de solidarité.

Enfin, le consommateur peut quelquefois renverser les rôles et devenir producteur ou

JANVIER / FÉVRIER

Pédagogie et information

MARS / JUIN

Participation
et concertation

JUILLET

Synthèses
et recommandations

AUTOMNE 2013

PROJET DE LOI
au parlement

AUJOURD'HUI

LE CALENDRIER DU DÉBAT

Source : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

consommateur autonome. Les énergies renouvelables nous offrent des opportunités (chauffe-eau solaire, petit éolien, biomasse...).

● LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE CONCERNE ENFIN TOUS LES SALARIÉS DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ.

Toutes nos entreprises, nos structures, nos administrations sont grosses consommatrices d'énergie : leurs activités, leurs procédés et les modes d'organisation du travail seront à coup sûr, impactés par cette transition énergétique, qui fera sans doute évoluer les règlements, les normes techniques ou les organisations. Les salariés, avec leurs représentants élus, ont donc un très fort intérêt à s'impliquer dans ce débat pour en comprendre les enjeux, pour faire valoir leurs points de vue et mieux identifier les opportunités et les contraintes. Ces évolutions plus ou moins lourdes (ex : prix des carburants, nouvelles taxes...) impacteront les entreprises et indirectement les métiers, les fonctions et les compétences et qualifications des salariés. Il faut donc voir venir pour s'adapter, saisir les opportunités et éviter les contraintes.

LES ÉLUS CFDT DOIVENT S'IMPLIQUER DANS LE DÉBAT

Les élus CFDT doivent s'impliquer dans le débat sur la transition énergétique pour apporter le meilleur service à tous les salariés concernés par les effets de cette transition.

Le débat dans l'entreprise sur l'efficacité énergétique peut conduire à des négociations où économies d'énergie riment avec avantages sociaux.

Par exemple, avec des Plans de déplacement d'entreprises ou interentreprises, tout le monde peut y gagner quelque chose :

- l'entreprise : moins d'absentéisme, moins d'accidents de trajet, une meilleure image ;
- les salariés : des dépenses de transport en baisse, moins de fatigue, moins de stress ;
- l'environnement : moins de gaz à effet de serre, moins de pollution...



CE QUE VEUT LA CFDT

La CFDT soutient l'ambition d'une transition énergétique qui s'inscrive dans la perspective d'un nouveau modèle de développement durable, écologique et équitable. Elle souhaite que les politiques économiques et industrielles s'inscrivent dans une cohérence globale pour de nouveaux modes de production, de consommation et de vie. La cohésion et la justice sociales et des conditions de vie et de travail de qualité doivent être au cœur des choix stratégiques et des transitions souhaitées. Les salariés et nos concitoyens doivent y voir de nouvelles perspectives de prospérité et de bien-être.

COMMENT ALLER VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA SOBRIÉTÉ ?

L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. La CFDT retient le principe de **consommer moins et mieux l'énergie pour une qualité de vie identique voire améliorée**. Elle considère que les priorités concernent les bâtiments (résidentiels et tertiaires), les transports, l'électricité, l'industrie et l'alimentation.

● Pour le secteur tertiaire, l'obligation de travaux d'optimisation énergétique s'impose en ciblant d'abord les plus énergivores.

● Pour les transports et la mobilité des personnes, une palette d'actions est à disposition : l'organisation du travail, dont le télétravail, des plans de déplacement d'entreprises obligatoires et négociés entre partenaires sociaux (covoiturage et transports collectifs), un système d'information intégré voire des péages urbains conditionnels.

● Pour le transport de fret, les priorités portent aussi sur l'inter-modalité, mais avec un fort report vers le fer et l'eau, grâce à des plateformes intégrées, la taxe kilométrique pour les poids lourds et la logistique urbaine.

● Pour l'électricité (hors chauffage), la CFDT préconise des systèmes de bonus-malus adaptés qui pénalisent les appareils énergivores et aident de manière ciblée les ménages modestes. Les compteurs dits intelligents sont à améliorer pour apporter d'abord un véritable service au consommateur. Enfin, le renforcement de la recherche-développement est nécessaire pour relever les défis technologiques et optimiser tous les appareils ainsi que les processus industriels.

CHIFFRE CLÉ

500 000

C'est le nombre de logements anciens qu'il faut rénover par an. Pour cela, il est nécessaire de fournir aux ménages une offre globale et préfinancée dans une structure territoriale pilotée par la collectivité publique et apportant dans un guichet unique diagnostics, préconisations, montage financier, certifications et garanties.

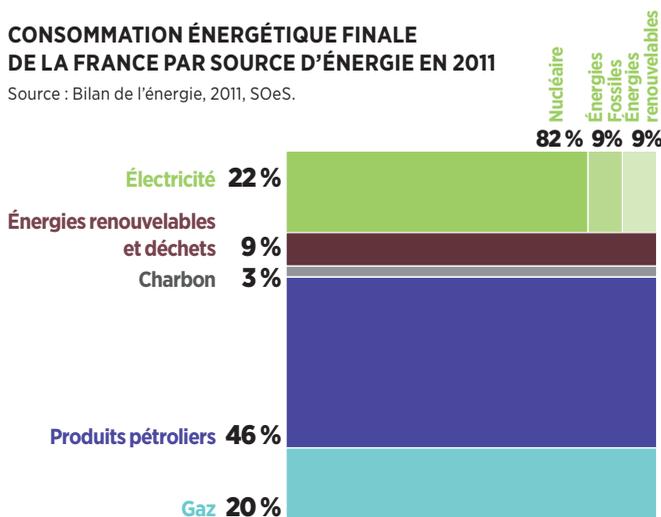
QUEL BOUQUET ÉNERGÉTIQUE EN 2025, QUELS SCENARI POSSIBLES ?

Pour la CFDT, les scénarii doivent permettre de préserver le climat mais aussi la biodiversité.

- Pour le bouquet énergétique, il est indispensable de prévoir :
 - une accélération sérieuse des chantiers d'économie d'énergie ;
 - un moindre recours au pétrole et une meilleure valorisation du gaz pour remplacer charbon et fuel dans les centrales ;
 - une optimisation de la fin de vie des centrales nucléaires avec un critère non négociable de sécurité et de sûreté, mais sans référence à leur seul âge ;
 - des énergies renouvelables (ENR) avec un soutien financier pérenne et visible, mais dont l'arrêt à terme, progressif, est prévu.

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE FINALE DE LA FRANCE PAR SOURCE D'ÉNERGIE EN 2011

Source : Bilan de l'énergie, 2011, SOeS.



- La réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité à 60% à horizon 2030, semble plus atteignable que le scénario à 50% en 2025. Un tel délai est nécessaire pour négocier et gérer les transitions industrielles, technologiques et professionnelles (salariés des sites et sous-traitants).

- La CFDT refuse l'exploitation des gaz de schiste par fracturation hydraulique, mais elle soutient le développement de la recherche sur tout le potentiel énergétique du sous-sol, ainsi que sur d'autres modes d'extraction plus propres.

- S'agissant des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, la CFDT reconnaît que la trajectoire à -20% n'est pas suffisante (viser -30% dès 2020).

QUELS CHOIX EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, DE NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'ÉNERGIE ET QUELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET TERRITORIAL ?

- Il est urgent de développer une variété d'énergies renouvelables, ainsi que des filières industrielles françaises et européennes

(hydroélectricité, biomasse, énergies éoliennes et marines, énergie solaire thermique, énergie solaire photovoltaïque, géothermie, hydrogène, agro-carburants de 3^{ème} génération, bois énergie...).

- Les politiques de prix doivent avoir une visibilité à moyen terme, être transparentes et reposer sur une nouvelle contribution au service public de l'énergie (CSPE).

- Il faut aussi valoriser le potentiel exceptionnel des ENR en Outremer.

- Le développement industriel et territorial exige de favoriser l'émergence de nouveaux

modèles économiques : économie circulaire, éco-conception, économie de l'usage, écologie industrielle...

- Il faut aussi mettre en place des filières systématiques de déconstruction des produits (notamment appareils ménagers, véhicules...).

- Enfin, la CFDT souhaite une recherche de cohérence dans le champ européen avec une véritable politique industrielle intégrée de l'énergie et de son efficacité.

QUELS COÛTS ET QUEL FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

Il faut admettre que les coûts des différentes sources d'énergie vont inexorablement croître : le nucléaire pour des raisons de sécurité, sûreté, démantèlement et renouvellement du parc ; les ENR parce que certains rendements sont faibles et les filières pas assez industrialisées ; les fossiles car leur épuisement complexifie leur captage.

- Devant ces perspectives, la CFDT considère qu'il faut lisser la hausse tendancielle du prix des énergies, notamment avec une Contribution climat énergie pour inciter tous les acteurs à l'efficacité énergétique ; mais avec des correctifs sociaux envers les ménages modestes et des aides pour améliorer l'efficacité énergétique des logements.

- De même, et pour un temps, les secteurs industriels intensifs en énergie doivent être aidés à franchir le cap et à préparer leur avenir par l'innovation.

- Si nécessaire, **des taxes aux frontières de l'Europe doivent pénaliser les produits non respectueux des engagements internationaux sur l'environnement.**

QUELLE GOUVERNANCE NOTAMMENT ÉTAT / RÉGIONS ?

La CFDT considère que la responsabilisation et l'acceptabilité sociale supposent une forte mobilisation et implication des régions, des intercommunalités voire des communes. De nouveaux modèles économiques comme la circularité, la fonctionnalité, les productions locales ne peuvent s'organiser que dans la proximité géographique. Pour autant, ces initiatives ne peuvent ignorer complètement le niveau national qui assure la cohésion sociale, la solidarité et les grands équilibres des réseaux d'énergie, d'eau, de communication ou de mobilité... **Dans ces deux espaces, régional et national, la CFDT tient à ce que la gouvernance de la transition énergétique associe une pluralité d'acteurs représentatifs.**

Par ailleurs, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et des administrations doit venir enrichir ce maillage partenarial pour faire converger les bonnes décisions et les bonnes pratiques dans l'intérêt général et favoriser la coopération.

En savoir plus sur le débat national sur la transition énergétique



web

Pour l'aide à la décision, la CFDT demande la **systématisation de l'évaluation des impacts et des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux des mesures**, par le recours aux analyses coûts/bénéfices de l'action (mais aussi de l'inaction qui coûte souvent plus cher) et aux analyses de cycles de vie.

L'ANTICIPATION ET L'ACCOMPAGNEMENT DES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

Pour la CFDT, les questions des impacts sociaux et de leur anticipation sont cruciales.

- Quant aux transitions professionnelles à sécuriser, la CFDT propose que **les branches professionnelles soient mobilisées pour prendre en compte les évolutions des activités, des fonctions et des métiers impactés par la transition énergétique.** Etudes prospectives, nouvelles priorités de la formation professionnelle, nouvelles compétences et qualifications, critères classants et grilles de classification : tout cela doit être mis à jour comme facteur d'attractivité pour des secteurs professionnels et pour des jeunes en recherche d'orientation.

- **L'accord du 11 janvier 2013 permettra aux élus d'être consultés** sur les grands choix stratégiques y compris ceux relatifs à l'énergie.

- Il faut aussi **redynamiser les tissus industriels malmenés par la transition énergétique.** Réseaux d'entreprises labellisées, nouvelles filières, consortium pour l'efficacité énergétique peuvent y contribuer.



LA BOÎTE À OUTILS

RETROUVEZ L'ENSEMBLE DE NOS OUTILS EN LIGNE SUR CFDT.FR DANS LA RUBRIQUE BOÎTE À OUTILS RÉGULIÈREMENT MISE À JOUR

NOS ARGUMENTAIRES

- **L'ACCORD DU 11 JANVIER 2013 SUR LA SÉCURISATION DE L'EMPLOI**



- **ACCORD SUR LA SÉCURISATION DE L'EMPLOI : VRAI/FAUX**



NOS AMBITIONS

- **POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : CONSTATS ET PROPOSITIONS CFDT**

